

L'EFFICACITÉ DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

10 novembre 2022

INTRODUCTION

Le Think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest WATHI et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) ont organisé le 10 novembre 2022 un dialogue virtuel sur l'état des forces de défense et de sécurité et les réponses actuelles face aux groupes armés.

La question sécuritaire demeure une inquiétude prédominante au Sahel, avec une expansion de la menace vers les nations du golfe de Guinée. Depuis une décennie, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble font face à une crise sécuritaire grandissante. L'implantation des groupes terroristes a augmenté, conduisant à une perte de contrôle croissante des États sur de vastes étendues territoriales. Dans ce contexte, marqué par des conflits intercommunautaires et la prolifération de groupes d'autodéfense, les forces armées régionales et les contingents étrangers engagés dans la lutte antiterroriste rencontrent d'énormes défis pour contenir la menace djihadiste.

L'évolution de la situation sécuritaire s'étend au-delà du Sahel, atteignant les pays du golfe de Guinée, transformant ainsi cette crise en un défi régional complexe. La montée en puissance des groupes terroristes a entraîné une redéfinition des dynamiques de sécurité dans la région, créant des implications à grande échelle pour la stabilité globale de l'Afrique de l'Ouest. Face à cette réalité inquiétante, des efforts concertés doivent être déployés pour renforcer la capacité des forces de sécurité à rétablir l'ordre et à contrer efficacement les menaces djihadistes. Cela implique non seulement une coopération régionale renforcée, mais aussi une réflexion stratégique sur la prévention des conflits intercommunautaires et le renforcement des capacités des forces armées locales.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à ce dialogue virtuel :

Laurent Bossard, Ancien Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Gilles Yabi, Directeur exécutif de WATHI

Hassane Koné, Chercheur senior à l'Institut d'études de sécurité (ISS) et expert en Réforme du secteur de la sécurité

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- À partir des années 1990, avec l'avènement des démocraties en Afrique, la perception des forces armées par les pouvoirs en place a subi une évolution notable. Malheureusement, les armées ont souvent été perçues comme des instruments de répression potentielle ou, dans certains cas, comme des entités susceptibles de mener des coups d'État. Cette vision a conduit à une série de mesures de neutralisation et d'affaiblissement des forces armées, entraînant leur incapacité à moderniser leur équipement et à fournir une formation adéquate à leurs soldats. Cette démarche a eu des conséquences désastreuses, notamment en compromettant la préparation des armées à faire face à des menaces asymétriques. Un exemple probant de cette vulnérabilité s'est manifesté lors de la crise au Mali en 2012. À ce moment-là, les forces armées étaient confrontées à une situation critique, étant sous-équipées, mal formées et insuffisamment préparées pour faire face à une menace asymétrique de grande envergure. La dégradation des capacités opérationnelles des armées a non seulement mis en péril la sécurité nationale, mais a également eu des répercussions significatives sur la stabilité régionale. Les épisodes de crise, tels que ceux observés au Mali, ont mis en lumière la nécessité impérieuse d'investir dans la modernisation des forces armées, de garantir des formations spécialisées et de développer des capacités de réponse adaptées aux défis contemporains, notamment les menaces asymétriques.
- Les groupes armés terroristes ne disposent pas nécessairement d'équipements plus avancés que les armées nationales, mais ils excellent dans l'utilisation de méthodes insurrectionnelles, adoptant souvent un modèle de guérilla. Les armées nationales, traditionnellement préparées pour des conflits conventionnels, se retrouvent parfois vulnérables face à ces tactiques. Les terroristes exploitent astucieusement les moments de faiblesse et le relâchement de la vigilance des forces de défense et de sécurité. Le défi réside dans la persistance des stratégies conventionnelles employées par les armées nationales, permettant ainsi aux groupes terroristes de tirer avantage de cette prévisibilité. Pour inverser cette dynamique, il est impératif d'adopter des doctrines contre-insurrectionnelles. Ces stratégies reposent essentiellement sur le soutien de la population à l'armée et sur le renseignement humain pour contrer de manière plus efficace un ennemi non-conventionnel. Une solution clé réside dans la flexibilité des approches militaires, qui devraient s'adapter aux tactiques insurrectionnelles des groupes terroristes. L'accent mis sur des tactiques de guérilla et des actions asymétriques nécessite une réévaluation des formations et des procédures militaires. De plus, il est crucial de promouvoir une collaboration étroite entre les forces de sécurité et les communautés locales, favorisant ainsi le partage d'informations vitales et renforçant la confiance mutuelle.
- Le Burkina Faso, confronté à des défis sécuritaires similaires à ceux du Mali, a été entravé par une armée peu équipée, ce qui a contribué à sa vulnérabilité. En effet, son appareil militaire, dépourvu d'une infrastructure adéquate, a rapidement montré ses limites. L'absence d'équipements modernes et performants a constitué un obstacle majeur, compromettant sa capacité à faire face aux menaces émergentes. En revanche, le Niger a pu tirer parti d'une expérience forgée lors de rébellions antérieures, acquérant ainsi une certaine expertise dans la gestion des conflits. Cette préparation a permis au Niger de mieux riposter aux défis sécuritaires, renforçant sa résilience face aux instabilités régionales. Le défi majeur au sein des forces armées était la question de la mobilité, illustrée par la présence de bataillons possédant une flotte de véhicules, dont une partie conséquente était fréquemment en panne technique. Cette problématique entravait considérablement la réactivité des troupes sur le terrain. De plus, l'armement obsolète, souvent acquis auprès de l'Union des républiques socialistes Soviétiques (URSS), constituait une autre lacune

significative. Bien que ces engins puissent participer à des défilés, ils ne répondaient plus aux normes opérationnelles modernes.

- L'opération française Serval, lancée en 2013, a indéniablement réussi à contenir l'avancée des groupes terroristes au Mali. Elle a atteint des résultats significatifs en neutralisant plusieurs chefs djihadistes et en maintenant une pression constante sur ces organisations. Cependant, malgré la dissolution apparente de certains de ces groupes, leur réémergence endogène est devenue une réalité préoccupante. Cette résurgence est en grande partie attribuée à un relâchement de la vigilance, tant de la part des forces étrangères que des forces nationales. Initialement dirigées par des leaders algériens tels qu'Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar, ces mouvements terroristes ont connu un changement de commandement à partir de 2014, passant sous le contrôle de Maliens tels qu'Iyad Ag Ghali ou Amadou Koufa. Cette transition a créé un nouveau dynamisme au sein des groupes terroristes, exacerbé par des facteurs internes et des lacunes dans les dispositifs de sécurité. La dissolution formelle de certains groupes a peut-être créé un faux sentiment de sécurité. Les causes profondes du terrorisme, telles que la marginalisation sociale, la pauvreté et le manque d'opportunités, persistent, fournissant un terreau fertile pour la réémergence de ces organisations.
- Les opérations étrangères ont été entravées par une organisation et une structure défaillante. La présence de multiples nationalités au sein de la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) a engendré des difficultés majeures en matière de coordination. Par exemple, un même soldat pouvait recevoir des formations sur l'observation d'un instructeur tchèque, sur le tir d'un instructeur roumain, sur la conduite d'un instructeur italien sur le combat d'un instructeur français. Cette situation a inévitablement généré des problèmes d'homogénéité, en particulier en ce qui concerne les méthodes pédagogiques et la traduction des langues. Cette fragmentation des enseignements a eu des conséquences néfastes sur la cohérence globale des compétences acquises. Les disparités entre les approches éducatives des différents instructeurs ont conduit à un manque d'uniformité dans la préparation des soldats, compromettant ainsi leur capacité opérationnelle et leur efficacité sur le terrain. De plus, les barrières linguistiques ont exacerbé

ces problèmes, entravant la communication et la compréhension mutuelle au sein de la mission.

- À partir de 2017, un effort colossal a été entrepris dans divers pays, se traduisant par l'augmentation significative des budgets alloués à la défense, au détriment d'autres secteurs. Cette initiative a permis l'acquisition d'un éventail d'équipements, notamment des armements légers, des véhicules terrestres, et une amélioration de la mobilité sur le terrain. La plupart de ces armées ont investi dans des hélicoptères et des avions de transport tels que le CASA et le super tucano, acquis auprès de l'État brésilien. Cependant, il est crucial de souligner que certains pays manifestent toujours le besoin de renforcer davantage leurs capacités face à un adversaire qui ne dispose pas de ces ressources. Cette modernisation des équipements militaires a considérablement renforcé la capacité de déploiement et de mouvement des forces armées. Les hélicoptères et avions de transport, en particulier, ont accru la mobilité stratégique et la rapidité d'intervention, renforçant ainsi la réactivité des armées face aux menaces dynamiques. Néanmoins, il reste essentiel d'ajuster ces investissements en fonction des besoins spécifiques de chaque pays, en tenant compte des caractéristiques uniques de leurs défis sécuritaires. En outre, l'efficacité de ces équipements dépendra également de la qualité des formations dispensées aux personnels militaires, garantissant une utilisation optimale de ces nouvelles ressources dans des contextes opérationnels variés.
- La Mauritanie se distingue comme une exception au du Sahel. Lors des premières attaques en 2005, à Lemgheity, près des frontières algériennes, le pays était alors confronté à une situation analogue à celle des nations du Sahel central. À partir de 2008, après de multiples attaques, une réflexion au sein de l'armée mauritanienne a conduit à une profonde restructuration des unités. Dans le cadre de cette réorganisation, les groupes spéciaux d'interventions légers ont émergé en tant qu'unités légères, mobiles et flexibles. Un effort considérable a été déployé pour améliorer les conditions de vie des militaires, notamment en matière de salaires, d'indemnités et de prise en charge des victimes, ce qui a considérablement rehaussé le moral des troupes. Avec le soutien de l'Union européenne, des groupements nomades de la garde nationale ont été mis en place, se déplaçant à dos de chameau pour fournir des

soins aux populations dans les zones désertiques inaccessibles aux véhicules. Cette stratégie a été appuyée politiquement par le renforcement de l'arsenal juridique pour dissuader les terroristes, ainsi que par l'initiation d'un dialogue doctrinal avec les érudits mauritaniens. De plus, les renseignements humains ont permis de déjouer deux attaques d'envergure, l'une à Nouakchott et l'autre à Bassikounou. La Mauritanie, par sa volonté de transformation et d'adaptation, a démontré une capacité exceptionnelle à répondre aux défis sécuritaires et à maintenir la stabilité dans la région du Sahel.

- L'octroi d'armes et une formation de seulement 14 jours aux civils représente une délégation risquée des fonctions régaliennes, avec des implications potentiellement dangereuses. Même les militaires, malgré leur formation approfondie, peuvent commettre des erreurs, et conférer un tel pouvoir à des civils non formés accroît les risques liés au monopole de la violence légitime. Bien que la brigade de veille et de défense patriotique, affiliée au commandement des opérations, ait été instaurée, encadrer les 50 000 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) recrutés par l'État burkinabè, soit le double de l'effectif de l'armée régulière, représentera un défi considérable, notamment en l'absence d'une formation adéquate. La mise en place d'une force de volontaires aussi conséquente nécessiterait une formation plus approfondie, allant au-delà de la période actuelle de 14 jours. La complexité des missions de sécurité et la nécessité de respecter les droits de l'homme exigent une préparation adéquate pour éviter d'éventuelles dérives.
- Face à la montée de l'expansion des groupes terroristes vers les pays côtiers tels que le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin, il est impératif que ces États tirent des enseignements de l'expérience sahéenne. Une erreur commune, partagée avec des pays déjà touchés comme le Burkina Faso et le Niger, a été de sous-estimer la proximité de la menace, conduisant à un manque de vigilance et d'anticipation face à l'ampleur réelle de la menace terroriste. Les nations côtières doivent rectifier cette erreur en adoptant des mesures préventives robustes et en ciblant les nombreuses vulnérabilités présentes dans les zones frontalières. Il est essentiel de reconnaître que la menace terroriste ne connaît pas de frontières claires et peut rapidement s'étendre au-delà des régions traditionnellement touchées. Les

pays côtiers doivent donc renforcer leurs capacités de renseignement, de surveillance et de coordination pour anticiper et contrer efficacement toute tentative d'infiltration. La coopération régionale accrue est également cruciale, impliquant une coordination étroite entre les États côtiers et leurs voisins déjà touchés par le terrorisme. Cela peut prendre la forme d'échanges d'informations, de collaborations sécuritaires et de plans d'action communs.

- En 2017, la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel a été entravée par divers obstacles. Son concept opérationnel basé sur des fuseaux, orienté vers les zones frontalières, s'est révélé inefficace. Chaque pays membre adoptait une posture passive, réagissant uniquement en cas d'attaque, ce qui a nui à la coordination et à la réactivité collective. De surcroît, le retrait du Mali du G5 Sahel a eu des conséquences significatives, entraînant une discontinuité géographique, notamment avec la Mauritanie se retrouvant isolée dans le fuseau ouest. Cette fragmentation opérationnelle a compromis la capacité de la force à anticiper et à répondre efficacement aux menaces transfrontalières. L'absence de coopération proactive entre les membres a limité la portée et l'impact des opérations conjointes. De plus, l'orientation exclusivement frontalière du concept opérationnel n'a pas suffisamment pris en compte les dynamiques complexes à l'intérieur des territoires.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer les capacités des forces armées en investissant dans la modernisation des équipements militaires, fournissant une formation adéquate et développer des capacités de réponse aux menaces asymétriques. Les pays doivent adapter leurs forces armées aux réalités contemporaines et promouvoir une approche flexible pour contrer les tactiques insurrectionnelles des groupes terroristes.
- Adopter des doctrines contre-insurrectionnelles. Les armées nationales doivent s'orienter vers des stratégies contre-insurrectionnelles, en mettant l'accent sur le soutien de la population et le renseignement humain. Il est crucial d'éviter la prévisibilité des stratégies conventionnelles pour contrer

l'ingéniosité des groupes terroristes.

- Promouvoir la collaboration avec les communautés locales. Il faut établir une coopération étroite entre les forces de sécurité et les communautés locales en renforçant la confiance mutuelle et en facilitant le partage d'informations. Cela contribue à contrer les menaces terroristes de manière plus efficace.
- Adapter les investissements en fonction des besoins spécifiques. Les pays doivent ajuster leurs investissements dans la défense en fonction des caractéristiques uniques de leurs défis sécuritaires. Ceci inclut l'acquisition d'équipements appropriés et la formation spécialisée des personnels militaires.
- Apprendre des succès et des échecs régionaux. Les pays côtiers doivent tirer des enseignements de l'expérience sahélienne, en évitant de sous-estimer la proximité de la menace terroriste. La coopération régionale et la coordination entre les États sont essentielles pour anticiper et contrer les infiltrations terroristes.
- Optimiser les opérations régionales. Pour les opérations régionales telles que la force conjointe du G5 Sahel, il est nécessaire de surmonter les obstacles opérationnels en favorisant une coopération proactive entre les membres. Une réévaluation du concept opérationnel, intégrant une approche plus flexible et adaptative, est recommandée.
- Renforcer les capacités de renseignement et de surveillance. Les pays doivent investir dans des capacités accrues de renseignement et de surveillance pour anticiper les menaces et contrer les infiltrations terroristes. Cela inclut une coordination efficace des activités de renseignement entre les pays.
- Promouvoir la coopération internationale. Renforcer la coopération avec la communauté internationale, y compris des partenaires régionaux et internationaux, peut contribuer à mobiliser des ressources et à bénéficier de l'expertise nécessaire pour contrer les défis sécuritaires complexes.
- Impliquer activement les communautés locales dans la prévention du terrorisme en mettant en place des mécanismes de sensibilisation, d'éducation et de prévention. Favoriser un

dialogue ouvert pour comprendre et résoudre les problèmes sous-jacents à la radicalisation.

- Promouvoir la transparence et la responsabilité. Les gouvernements doivent garantir la transparence dans l'utilisation des budgets alloués à la défense et assurer une responsabilité accrue dans la gestion des ressources. Cela contribue à éviter la corruption et à optimiser l'efficacité des investissements sécuritaires.

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION

CITATIONS DE L'INVITÉ

« On peut acheter des voitures, des avions, des armées mais c'est l'homme qui combat. Tant que l'homme n'a pas un grand moral, il n'aura pas de grandes motivations à combattre. »

« Les scandales financiers affectent gravement le moral des troupes sur le théâtre des opérations. »

« L'appui des partenaires est toujours d'une grande utilité, mais il doit venir en soutien aux armées nationales. »

« Malheureusement dans nos pays, lorsqu'il y a un problème de gouvernance ou de blocage, la seule institution organisée qui peut amener un changement c'est l'armée. »



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Le podcast **Ça fait débat avec WATHI** sur le site de RFI

rfi.fr/fr/podcasts/ça-fait-débat-wathi/

Nos podcasts « **Les Voix(es) de WATHI** » sont disponibles sur :

